

Unité départementale du Hainaut
Zone d'activités de l'aérodrome
BP 40137
59303 Valenciennes

Lille, le 12 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SUEZ RV NORD EST

rue de l'égalité
lieudit de la Planchette
59287 Lewarde

Références : V2/2024-199
Code AIOT : 0007000461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/03/2024 dans l'établissement SUEZ RV NORD EST implanté rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 Lewarde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV NORD EST
- rue de l'égalité lieudit de la Planchette 59287 Lewarde
- Code AIOT : 0007000461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Nord Est exploite une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire des communes de Lewarde et de Loffre dans le département du Nord (59).

Les activités exercées relèvent de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 09/10/2008, complété notamment par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 20/06/2017 et du 23/07/2021.

Le site est autorisé à admettre 160 000 tonnes de déchets par an. Les déchets admissibles proviennent des départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et de l'Aisne.

Le site est soumis à autorisation au titre des rubriques suivantes :

- 3540 : Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées aux rubriques 2720 et 2760-3, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes ;
- 2760-2 : Installation de stockage de déchets non dangereux.

Les activités du site relèvent de la directive 2010/75/UE sur les émissions industrielles, dite directive IED. L'arrêté préfectoral du 09/10/2008 autorise l'exploitation de l'extension de la zone de stockage, dénommée casier 8 (casiers 8a et 8b), pour une durée de 25 ans.

Thèmes de l'inspection :

- Rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rejets aqueux - Positionnement RSDE – Rejets n°2-1 et 2-2 d'eaux de ruissellement internes	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexes I et II	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets aqueux - Positionnement RSDE – Rejet n°3 de lixiviats traités	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexes I et II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées formule 1 fait avec suites administratives avec demande d'action corrective pour lequel il est attendu des éléments complémentaires de la part de l'exploitant pour pouvoir lever la non-conformité relevée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets aqueux - Positionnement RSDE – Rejet n°3 de lixiviats traités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexes I et II		
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux - Positionnement RSDE – Rejet n°3 de lixiviats traités		
Prescription contrôlée : <u>Arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux</u> <u>Annexe I :</u> Critères minimaux applicables aux rejets d'effluents liquides dans le milieu naturel		
Sans préjudice des dispositions du 4ème alinéa de l'article 11-3, les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :		
	[...]	Valeur limite
1- Paramètres globaux		
MES, COT, DCO, DBO5, Azote global, Phosphore total, Phénols		Cf. tableau
2- Substances spécifiques du secteur d'activité		
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) Pb, Cr, Cu, Ni, Zn, ions fluorures, cyanures libres, hydrocarbures totaux, composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)		Cf. tableau
[...]		
Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :		
	[...]	Valeur limite
3- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau		
Autres substances de l'état chimique		
DEHP, PFOS, Quinoxylène, Dioxines et composés de type dioxines, Aclonifène, Bifénox, Cybutryne, Cyperméthrine, HBCDD, Heptachlore et époxyde d'heptachlore, Nonylphénols		Cf. tableau
Polluants spécifiques de l'état écologique		
Arsenic et ses composés (en As)		Cf. tableau
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un impact local		
[...]		
Annexe II : Dispositions relatives au contrôle des eaux, des lixiviats et des gaz		
1. Données relatives aux rejets		
Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés séparément à chaque point où un lixiviat est rejeté du site.		
Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.		
La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :		
Analyses	Phase d'exploitation	[...]
[...]		
2. Composition du lixiviat (2) : pH, DCO, DBO5, MES, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total,	Trimestriellement (3)	

métaux, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols, autre substance dangereuse visée au paragraphe 3 de l'annexe I		
[...]		
[...]		
(2) En fonction de la composition des déchets stockés, des paramètres et substances supplémentaires peuvent être analysés. Ils doivent être précisés dans l'arrêté d'autorisation et refléter les caractéristiques des déchets en matière de lixiviation.		
(3) Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée. Pour les lixiviats, la conductivité doit toujours être mesurée au moins une fois par an.		
[...]		
<u>Arrêté préfectoral du 09/10/2008</u>		
<u>Article 143</u> - Valeurs limites de rejets de la station de traitement interne		
Les valeurs limites en concentration ci-dessous doivent être respectées en sortie de station d'épuration collective interne, en complément de celles prévues à l'article 130.		
Paramètres	Concentrations (en mg/l sauf spécification contraire)	
Conductivité, COT, MEST, DCO, DBO5, Azote global, Phosphore total, Indice phénols, Métaux totaux, Cr6+, Cd, Pb, Hg, As, Fluor et composés (en F), CN libres, Hydrocarbures totaux, Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	Cf. tableau	
(1) Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al		
<u>Article 218</u> - Autosurveillance du rejet de la station d'épuration collective interne		
Le tableau ci-dessous présente les paramètres faisant l'objet d'un prélèvement et d'une analyse et la fréquence associée.		
Paramètre	Fréquence	
	Phase d'exploitation	[...]
Volume rejeté , pH, Couleur, Température, Conductivité, COT, MEST, DCO, DBO5, Azote global, Phosphore total, Indice phénols, Métaux totaux, Cr6+, Cd, Pb, Hg, As, Fluor et composés (en F), CN libres, Hydrocarbures totaux, Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	Trimestriellement	
Ces analyses sont effectuées en sortie de la station d'épuration collective visée à l'article 138.		
Constats :		
<u>Contexte</u>		
L'arrêté ministériel du 24/08/2017 dit « AM RSDE » modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement a été publié au journal officiel de la république Française en octobre 2017.		
Un guide de mise en œuvre de cet arrêté a été édité par le ministère et disponible sur le site AIDA, rubrique Guide et BREF/Guide eau et ICPE :		

https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/Guide%20AM%20RSDE_vf_2018_02.pdf

Ce guide précise, en fonction des différentes situations rencontrées, les actions et positionnements attendus de la part des exploitants industriels pour se mettre en conformité avec ces nouvelles dispositions réglementaires, et répond à plusieurs questions.

L'AM RSDE modifie notamment les dispositions relatives à la surveillance des rejets. Ces dispositions sont applicables de fait depuis le 01/01/2018. Il modifie également les valeurs limites d'émissions (VLE) d'un certain nombre de substances, et en introduit pour d'autres. Les nouvelles VLE sont applicables depuis le 01/01/2020, et sont également applicables de fait.

Pour les activités exercées par SUEZ RV NE sur le site de Lewarde, l'AM RSDE est venu modifier l'arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND).

Par ailleurs, les établissements s'étant vu notifier un arrêté préfectoral prescrivant la réalisation d'une surveillance pérenne d'une ou plusieurs substances suite à l'analyse des résultats de la campagne de surveillance initiale RSDE, ont vu les dispositions de cet arrêté complémentaire abrogées par l'arrêté ministériel RSDE.

Dans ce cadre, il a été demandé aux exploitants d'établir, ou mettre à jour, le document argumenté détaillant leur programme de surveillance conformément à ces nouvelles dispositions, et transmettre ce document à l'inspection des installations classées.

Ce document devait être argumenté concernant en particulier :

1. les modalités de surveillance applicables de fait concernant les substances dont les flux rejetés dépassent les seuils de flux déclenchant une surveillance à fréquence définie, inscrits dans l'arrêté ministériel ;
2. les modalités de surveillance proposées concernant les substances dont le flux actuel implique le respect d'une valeur limite d'émission (VLE) ;
3. les modalités de surveillance proposées concernant les substances n'ayant pas fait l'objet de l'action RSDE (substances introduites par la Directive Cadre sur l'Eau de 2013 et autres Polluants Spécifiques de l'Etat Ecologique (PSEE)), sauf à démontrer qu'elles sont absentes des rejets (bibliographie, étude sur les matières premières et les procédés, campagnes de mesures...). L'ensemble des substances dangereuses spécifiques du secteur d'activité concerné doivent être prises en compte dans le plan de surveillance ou leur absence justifiée, en fonction des flux émis dans les rejets aqueux.

La présente visite d'inspection du 13/03/2024 porte donc sur le positionnement proposé par l'exploitant (VLE et programme de surveillance des rejets aqueux) suite à la parution de l'AM RSDE. Plus largement, la visite permet de faire le point sur les dispositions réglementaires opposables concernant les rejets aqueux du site.

Rejets d'effluents aqueux de lixiviats traités

Les activités de stockage de déchets non dangereux génèrent des lixiviats bruts qui sont traités sur le site dans une station de traitement interne avant leur rejet au milieu naturel.

Ces effluents aqueux sont encadrés :

- d'une part, par l'arrêté préfectoral du site du 09/10/2008 (APA) ;
 - d'autre part, par l'arrêté ministériel ISDND (AM du 15/02/2016) ;
- pour les VLE à respecter et la surveillance à mener.

A noter que ce rejet d'effluents aqueux n'a pas fait l'objet d'une surveillance RSDE initiale ni pérenne prescrite par arrêté préfectoral complémentaire.

Lors de la visite d'inspection du 13/03/2024, l'exploitant a présenté :

- son fichier informatisé de programme de surveillance actuel des rejets aqueux de lixiviats traités (VLE et programme de surveillance) ;
- son positionnement sur la surveillance à retenir exclusivement vis-à-vis des substances visées au point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 introduites par l'AM RSDE, et non vis-à-vis des autres substances ayant le cas échéant été également modifiées (visées au point 2 de l'annexe I).

Compte tenu des observations formulées en séance sur ces documents (programme de surveillance ne reprenant pas formellement toutes les dispositions réglementaires opposables en matière d'autosurveillance des rejets aqueux (APA du 09/10/2008 et AM du 15/02/2016), absence de présentation des résultats détaillés de l'autosurveillance au titre de 2022 et 2023, absence de quantification des flux, absence de positionnement sur toutes les substances réglementées, ...), l'exploitant a transmis à l'issue de la visite, par courriel du 23/04/2024, ses documents complétés.

En séance, l'exploitant a indiqué que les nouvelles substances dangereuses du point 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 introduites par l'AM RSDE sont recherchées depuis 2020 afin de vérifier leur présence dans les rejets. Ces éléments ont pu être corroborés par l'inspection : les résultats des analyses trimestrielles figurent dans les rapports d'exploitation annuels transmis par l'exploitant (2020 à 2023).

A noter également que l'exploitant a considéré dans sa surveillance de 2024, la substance « Nonylphénols » récemment ajoutée dans l'arrêté ministériel du 15/02/2016 lors de sa modification (par l'arrêté du 07/08/2023).

Les autres substances réglementées (APA et AM du 15/02/2016) font également l'objet d'une surveillance trimestrielle par l'exploitant.

L'examen du positionnement proposé par l'exploitant (VLE et programme de surveillance) vis-à-vis des rejets aqueux de lixiviats traités est présenté dans les tableaux suivants selon la nature des substances considérées. Cet examen concerne toutes les substances réglementées.

Dans son analyse, l'inspection des installations classées a considéré par ordre de priorité :

- 1- le fichier « Fiche-positionnement exploitant sur l'AM RSDE », onglet « lixiviats traités » (substances réglementées par l'annexe I de l'AM du 15/02/2016) ;
- 2- le fichier « Rejets aqueux_Lewarde », onglet « lixiviats traités », lorsque les substances n'étaient pas mentionnées dans le premier fichier (substances réglementées par l'APA du 09/10/2008 et/ou par l'annexe II de l'AM du 15/02/2016).

Observation 1 : L'inspection note :

- une erreur de calcul dans les flux présentés par l'exploitant pour les dioxines, dans sa fiche de positionnement ;
- que les débits journaliers des rejets considérés au titre de 2022 et 2023 pour établir les flux ne figurent pas explicitement dans la fiche de positionnement.

1 - Paramètres généraux et globaux

Paramètre	Positionnement de l'exploitant		Avis de l'Inspection des installations classées	
	Valeur limite d'émission	Fréquence de surveillance	Valeur limite d'émission	Fréquence de surveillance
pH	6,5-8,5 (APA du 09/10/2008)	Trimestrielle (APA du 09/10/2008)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
Conductivité	2000 µS (APA du 09/10/2008)	Trimestrielle (APA du 09/10/2008)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
Chlorure	/	Trimestrielle (AM du 15/02/2016)	Recevable : pas de VLE imposée	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
Sulfate	/	Trimestrielle (AM du 15/02/2016)	Recevable : pas de VLE imposée	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
Ammonium	/	Trimestrielle (AM du 15/02/2016)	Recevable : pas de VLE imposée	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
MeS	Augmentation de 35 mg/l (valeur de l'APA du 09/10/2008) à 100 mg/l compte tenu du flux < 15 kg/j (alignement sur la VLE de l'AM du 15/02/2016)	Trimestrielle (APA du 09/10/2008)	Non recevable (1) => VLE à retenir : 35 mg/l (APA du 09/10/2008)	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
COT	70 mg/l (APA du 09/10/2008)	Trimestrielle (APA du 09/10/2008)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
DCO	Augmentation de 125 mg/l (valeur de l'APA) à 300 mg/l compte tenu du flux < 100 kg/j (alignement sur la VLE de l'AM du 15/02/2016)	Trimestrielle (APA du 09/10/2008)	Non recevable (1) => VLE à retenir : 125 mg/l (APA du 09/10/2008)	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
DBO5	Augmentation de 30 mg/l (valeur de l'APA du 09/10/2008) à 100 mg/l compte tenu du flux < 30 kg/j (alignement sur la VLE de l'AM du 15/02/2016)	Trimestrielle (APA du 09/10/2008)	Non recevable (1) => VLE à retenir : 30 mg/l (APA du 09/10/2008)	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
Azote global	30 mg/l (APA du 09/10/2008)	Trimestrielle (APA du 09/10/2008)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
Azote total	Substance non identifiée dans les fichiers	Substance non identifiée dans les fichiers	Recevable : pas de VLE imposée	Non recevable => la périodicité trimestrielle de l'annexe II de l'AM du 15/02/2016 est à

				retenir
P total	10 mg/l (APA du 09/10/2008)	Trimestrielle (APA du 09/10/2008)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue
Phénols	0,1 mg/l (APA du 09/10/2008))	Trimestrielle (APA du 09/10/2008)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue

(1) Le guide ministériel de mise en œuvre de la réglementation applicable aux ICPE en matière de rejets de substances dangereuses dans l'eau (version d'avril 2018) indique les éléments suivants :

« 2.6 - Comment s'appliquent les nouvelles VLE introduites par l'AM RSDE ?

2.6.3 - 3^e cas : la VLE prescrite dans l'arrêté préfectoral est plus stricte

Comme la VLE de l'arrêté préfectoral est plus contraignante que celle introduite par l'AM RSDE, c'est cette VLE que les niveaux de rejet ne doivent pas dépasser.

S'il arrivait que les niveaux de rejet d'une installation soient non conformes à la VLE prescrite par arrêté préfectoral et que des enjeux locaux ne justifient pas une VLE inférieure à celle introduite par l'AM RSDE, l'exploitant pourra demander au préfet un alignement de la VLE prescrite dans son arrêté préfectoral sur celle introduite par l'AM RSDE.

[...] »

Aussi :

- la VLE la plus contraignant doit s'appliquer, soit celle prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 09/10/2008 ;
- les rejets étant conformes à la VLE prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation : pas d'alignement de la VLE sur celle de l'AM RSDE.

2 - Substances spécifiques du secteur d'activité

Paramètre	Positionnement de l'exploitant		Avis de l'Inspection des installations classées	
	Valeur limite d'émission	Fréquence de surveillance	Valeur limite d'émission	Fréquence de surveillance
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)	15 mg/l (APA du 09/10/2008)	Passage d'une surveillance trimestrielle (APA du 09/10/2008) à une surveillance semestrielle (allègement)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Non recevable : proposition non argumentée (2) (3) => Périodicité à retenir : trimestrielle (APA du 09/10/2008)
Pb et ses composés	0,5 mg/l (APA du 09/10/2008)		Recevable : VLE la plus contraignante retenue pour un flux < 5g/j	
Cr et ses composés	0,5 mg/l (dont Cr6+) si le rejet dépasse 1 g/l (AM du 15/02/2016)		En complément, la VLE de 50 µg/l est à considérer si le flux dépasse 5g/j Recevable : VLE la plus contraignante retenue	
Cr6+	0,1 mg/l (APA du 09/10/2008)		Recevable : VLE la plus contraignante retenue	

Cu et ses composés	100 µg/l si le rejet dépasse 5g/l (AM du 15/02/2016)		Recevable : VLE la plus contraignante retenue	
Ni et ses composés	200 µg/l si le rejet dépasse 5g/l (AM du 15/02/2016)		Recevable : VLE la plus contraignante retenue	
Zn et ses composés	500 µg/l si le rejet dépasse 5g/l (AM du 15/02/2016)		Recevable : VLE la plus contraignante retenue	
Mn	/		Recevable : pas de VLE imposée	
Sn	/		Recevable : pas de VLE imposée	
Cd	0,2 mg/l (APA du 09/10/2008)		Recevable : VLE la plus contraignante retenue	
Hg	0,05 mg/l (APA du 09/10/2008)		Recevable : VLE la plus contraignante retenue	
Fe	/		Recevable : pas de VLE imposée	
Al	/		Recevable : pas de VLE imposée	
Ion fluorure	15 mg/l (APA du 09/10/2008)	Passage d'une surveillance trimestrielle (APA du 09/10/2008) à une surveillance semestrielle (allègement)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Non recevable : proposition non argumentée (2) (3) => Périodicité à retenir : trimestrielle (APA du 09/10/2008)
Cyanures libres	0,1 mg/l (APA du 09/10/2008)		Recevable : VLE la plus contraignante retenue	
Hydrocarbures totaux	10 mg/l (APA du 09/10/2008)		Recevable : VLE la plus contraignante retenue	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1 mg/l (APA du 09/10/2008)		Recevable : VLE la plus contraignante retenue	

(2) Le fichier « Fiche-positionnement exploitant sur l'AM RSDE », onglet « lixiviats traités » indique :
- une fréquence de surveillance trimestrielle pour le paramètre imposée par l'AM du 15/02/2016 ;
- une fréquence de surveillance trimestrielle pour le paramètre imposée par l'APA du 09/10/2008 ;
pourtant il propose de retenir une fréquence moins contraignante (semestrielle) sans justifier la possibilité réglementaire d'adaptation de cette fréquence.

(3) Le courrier de la DREAL Hauts-de-France du 20/12/2019 - Annexe n°2 indique les éléments suivants :

« Comment déterminer précisément la périodicité de surveillance ?

[...]

- Cas général :

La périodicité de surveillance minimale est déterminée par l'arrêté préfectoral et/ou par l'arrêté ministériel. La périodicité la plus contraignante s'applique.

[...]

- Demande d'allègement de la surveillance :

Mon arrêté préfectoral m'impose une périodicité de suivi pour un paramètre plus sévère que celle imposée par l'arrêté ministériel, puis je demander un allègement de la surveillance ?

Les périodicités de suivis imposées par l'arrêté ministériel sont des périodicités minimales. L'arrêté préfectoral peut librement imposer des périodicités de suivi plus contraignantes. C'est par exemple le cas lorsque le suivi a fait l'objet d'engagements dans l'étude d'impact lors de l'autorisation du site, pour tenir compte de la sensibilité du milieu (très petits cours d'eau notamment) ou des enjeux locaux ...

Dans certains cas dûment justifiés et argumentés, l'exploitant peut demander un allègement de sa surveillance, dans la limite des périodicités autorisées par les arrêtés ministériels. Pour cela, il devra notamment démontrer :

- que la périodicité plus sévère imposée par son arrêté préfectoral n'est pas liée à un historique (engagement de l'étude d'impact, contexte local...),
- que le suivi des rejets est conforme du point de vue des périodicités d'analyses, des périodicités de transmission et de respect des VLE,
- que le milieu ne présente pas de sensibilité particulière (petit cours d'eau sensible à un dépassement, étiage sévère, masse d'eau déclassée pour le paramètre en question ...).

Pour les rejets en STEU, l'exploitant devra par ailleurs recueillir au préalable l'accord du gestionnaire de l'ouvrage d'épuration. »

Les demandes d'allègement de la surveillance doivent être dûment justifiées et argumentées selon les éléments ci-dessus pour chaque paramètre concerné.

Ces éléments ne sont pas présentés par l'exploitant.

3 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau

a) Autres substances de l'état chimique

Paramètre	Positionnement de l'exploitant		Avis de l'Inspection des installations classées	
	Valeur limite d'émission	Fréquence de surveillance	Valeur limite d'émission	Fréquence de surveillance
DEHP	25 µg/l (AM du 15/02/2016)	/ (substance non détectée)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable (6)
PFOS	25 µg/l (AM du 15/02/2016)	/ (substance non détectée) (4)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable (6)
Quinoxylène	25 µg/l (AM du 15/02/2016)	/ (substance non détectée)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable (6)
Dioxines et composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	25 µg/l (AM du 15/02/2016)	/ (substances détectées mais concentration très inférieure à la VLE (< 20 pg/l pour une VLE à 25 µg/l))	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Non recevable (7) => Périodicité à retenir : annuelle
Aclonifène	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j (AM du 15/02/2016)	/ (substance non détectée)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable (6)
Bifénox	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j (AM du 15/02/2016)	/ (substance non détectée)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable (6)
Cybutryne	25 µg/l si le rejet	/ (substance non	Recevable : VLE la plus	Recevable (6)

	dépasse 1 g/j (AM du 15/02/2016)	détectée)	contraignante retenue	
Cyperméthrine	25 µg/l si le rejet dépasse 1 g/j (AM du 15/02/2016)	/ (substance non détectée)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable (6)
Hexabromocyclododécane (HBCDD)	25 µg/l (AM du 15/02/2016)	/ (substance non détectée)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable (6)
Heptachlore et époxyde d'heptachlore	25 µg/l (AM du 15/02/2016)	/ (substance non détectée)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable (6)
Nonylphénols	25 µg/l (AM du 15/02/2016)	Trimestrielle (AM du 15/02/2016) (5)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue

(4) A noter toutefois que l'exploitant précise que la surveillance ponctuelle des PFOS sera réalisée selon les dispositions de l'arrêté ministériel du 20/06/2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation (rubrique 3540, établissement de la 3ème vague).

(5) La substance Nonylphénols a été introduite lors de la récente modification de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 par l'arrêté du 07/08/2023.

Dans ce cadre, l'exploitant n'a intégré cette substance dans son programme de surveillance qu'en 2024 et propose de mener une surveillance trimestrielle.

(6) L'exploitant a justifié de l'absence de ces substances dans ses rejets (substances non détectées) avec une surveillance menée trimestriellement depuis 2020.

(7) La substance a été détectée lors des campagnes de surveillance menées trimestriellement depuis 2020.

Dès lors, en application de l'annexe II de l'AM du 15/02/2016, cette substance doit être suivie.

Toutefois, en application du nota (3) de cette annexe II, l'Inspection propose d'adapter la fréquence trimestrielle de suivi compte tenu :

- d'une surveillance menée trimestriellement depuis 2020 sur cette substance ;
 - de résultats homogènes ;
 - d'une concentration non significative (< 20 pg/l) soit un facteur de 10^6 par rapport à la VLE (25 µg/l) ;
 - d'un flux non significatif (< 1 µg/j) après correction par l'Inspection (cf. observation ci-dessus).
- Aussi l'inspection propose de retenir un suivi annuel pour cette substance.

b) Polluants spécifiques de l'état écologique

Paramètre	Positionnement de l'exploitant		Avis de l'Inspection des installations classées	
	Valeur limite d'émission	Fréquence de surveillance	Valeur limite d'émission	Fréquence de surveillance
Arsenic et ses composés	0,1 mg/l (APA du 09/10/2008)	Trimestrielle (APA du 09/10/2008)	Recevable : VLE la plus contraignante retenue	Recevable : périodicité la plus contraignante retenue

Conclusion

Le positionnement de l'exploitant puis celui de l'inspection des installations classées amènent des modifications des prescriptions de l'APA du 09/10/2008 concernant les rejets aqueux de lixiviats traités qu'il convient de prendre en compte au niveau des VLE applicables ou des fréquences de suivi.

Les dispositions d'autosurveillance actuellement prescrites à l'exploitant seront mises à jour en tenant compte de ces éléments dans un prochain arrêté préfectoral complémentaire. Sans attendre, l'inspection des installations classées mettra à jour le cadre de surveillance GIDAF afin que ces dispositions réglementaires soient prises en compte sur l'application permettant de transmettre les résultats d'autosurveillance.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rejets aqueux - Positionnement RSDE – Rejets n°2-1 et 2-2 d'eaux de ruissellement internes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article Annexes I et II

Thème(s) : Risques chroniques, N° 2 : Rejets aqueux - Positionnement RSDE – Rejets n°2-1 et 2-2 d'eaux de ruissellement internes

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 15/02/2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux

Annexe I : Critères minimaux applicables aux rejets d'effluents liquides dans le milieu naturel

Sans préjudice des dispositions du 4ème alinéa de l'article 11-3, les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

	[...]	Valeur limite
1- Paramètres globaux		
MES, COT, DCO, DBO5, Azote global, Phosphore total, Phénols		Cf. tableau
2- Substances spécifiques du secteur d'activité		
Métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al) Pb, Cr, Cu, Ni, Zn, ions fluorures, cyanures libres, hydrocarbures totaux, composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)		Cf. tableau

[...]

Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :

	[...]	Valeur limite
3- Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau		
Autres substances de l'état chimique		
DEHP, PFOS, Quinoxylène, Dioxines et composés de type dioxines, Aclonifène, Bifénox, Cybutryne, Cyperméthrine, HBCDD, Heptachlore et époxyde d'heptachlore, Nonylphénols		Cf. tableau
Polluants spécifiques de l'état écologique		
Arsenic et ses composés (en As)		Cf. tableau
Autre polluant spécifique de l'état écologique à l'origine d'un		

impact local		
[...]		
<p><u>Annexe II</u> : Dispositions relatives au contrôle des eaux, des lixiviats et des gaz</p> <p>1. Données relatives aux rejets</p> <p>Le prélèvement d'échantillons et les mesures (volume et composition) des lixiviats doivent être réalisés séparément à chaque point où un lixiviats est rejeté du site.</p> <p>Pour les lixiviats et les eaux, un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé pour la surveillance.</p> <p>La fréquence des prélèvements d'échantillons et des analyses est indiquée dans le tableau ci-dessous :</p>		
Analyses	Phase d'exploitation	[...]
[...]		
3. Volume et composition des eaux de ruissellement	Trimestriellement (3)	
[...]		
[...]		
(3) Si l'évaluation des données indique que l'on obtient les mêmes résultats avec des intervalles plus longs, la fréquence peut être adaptée.		
[...]		
<p><u>Arrêté préfectoral du 09/10/2008</u></p> <p><u>Article 132</u> - Cas des rejets n°2</p> <p>L'exploitant respecte, avant rejet des eaux issues de l'ensemble de rejets n°2 dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies.</p>		
Paramètres	Concentrations (en mg/l sauf spécification contraire)	
MES, pH, Température, Conductivité, COT, DCO, DBO5, Azote global, Phosphore Total, Phénols, Chlorures, Sulfates, Métaux totaux(1) dont : Cr (dont Cr6+), Cd, Pb, Hg, As, Ni, Fluor et composés (en F), CN libres, Hydrocarbures totaux, Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	Cf. tableau	
(1) Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al		
<p><u>Article 216</u> - Autosurveillance du rejet n°2 (eaux pluviales)</p> <p>Le tableau ci-dessous présente les paramètres faisant l'objet d'un prélèvement et d'une analyse et la fréquence associée.</p>		
Paramètre	Fréquence	
	Phase d'exploitation	[...]
Volume rejeté, pH in situ, Couleur, Conductivité in situ, Température, Chlorures, Nitrates, ammonium, azote kjeldahl, MeS, DBO5, DCO, Fluor, Phosphore total, Métaux totaux dont : Cr, Cr6+, Cd, Pb, Hg, As, Mn, Cu, Ni, Zn, Se, Fe, Hydrocarbures totaux, Sulfates, COT, Phénols,, CN libres, AOX	Trimestriellement	
Un échantillon représentatif de la composition moyenne est prélevé dans les bassins précités pour		

la surveillance.

Constats :

Le contexte de la visite d'inspection a été exposé au point de contrôle n°1 : examen du positionnement proposé par l'exploitant (VLE et programme de surveillance des rejets aqueux suite à la parution de l'AM RSDE).

Plus largement, la visite permet de faire le point sur les dispositions réglementaires opposables concernant les rejets aqueux du site.

Rejets d'effluents aqueux d'eaux de ruissellement internes

Pour les activités de stockage de déchets non dangereux, la présence d'un « fossé de collecte implanté sur toute la périphérie de la zone à exploiter pour recueillir les eaux de ruissellement internes susceptibles d'être polluées » est imposée (cf. article 14 de l'AM du 15/02/2016).

Sur le site de Lewarde, les eaux collectées dans ce fossé sont dirigées vers 2 bassins de stockage (bassins eaux pluviales Sud et Nord, points de rejets respectifs n°2-1 et 2-2), avant contrôle et rejet dans le milieu naturel.

Ces effluents aqueux sont encadrés :

- d'une part, par l'arrêté préfectoral du site du 09/10/2008 (APA) ;
 - d'autre part, par l'arrêté ministériel du 15/02/2016 (AM du 15/02/2016) ;
- pour les VLE à respecter et la surveillance à mener.

Par ailleurs, le point de rejet n°2-1 d'eaux de ruissellement interne (bassin EP Sud) a fait l'objet d'une surveillance RSDE initiale puis pérenne prescrite par arrêté préfectoral complémentaire sur les paramètres Cu et Zn.

La visite d'inspection du 13/03/2024 n'a pas porté sur le positionnement de l'exploitant (VLE et programme de surveillance) pour cette catégorie d'effluents.

Faits avec demande d'action corrective 1 : Toutefois l'exploitant doit également se positionner au regard des dispositions réglementaires opposables pour ses rejets d'eaux de ruissellement internes, effluents susceptibles d'être pollués.

D'autant que l'examen de son programme de surveillance actuel des eaux de ruissellement internes et des VLE considérées (fichier « Rejets aqueux_Lewarde », onglet « eaux pluviales») met en évidence que :

- les VLE de l'AM du 15/02/2016 n'ont pas été considérées pour certaines substances spécifiques du secteur d'activité visées au point 2 de l'annexe I et objets de la surveillance pérenne RSDE (Cu et Zn) ;
- les rejets ne font l'objet d'aucune surveillance sur les substances du point 3 de l'annexe I de l'AM du 15/02/2016 introduites par l'AM RSDE, alors que les VLE sont opposables à cette catégorie d'effluents.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai maximum de 30 jours, l'exploitant transmettra son positionnement vis-à-vis des VLE et du programme de surveillance pour ses rejets d'eaux de ruissellement internes sur toutes les substances réglementées. A cet effet, l'exploitant complètera le fichier « fiche de positionnement » fourni par la DREAL avec tous les éléments d'appréciation.

En particulier, les modalités de surveillances des substances du point 3 de l'annexe I de l'AM du 15/02/2016 sont à proposer sauf à démontrer, sur la base d'un argumentaire dûment justifié, qu'elles sont absentes du rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 30 jours